

Où en est la transition bas carbone de l'agriculture française ?

13 novembre 2018

Dans un rapport publié en octobre, l'Institut de recherche sur le développement durable et les relations internationales (Iddri) évalue l'état d'avancement de la transition bas carbone en France, dans quatre secteurs de l'économie, dont l'agriculture. Les auteurs dressent un bilan de la mise en œuvre des politiques publiques, au regard des objectifs fixés, trois ans après le lancement de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC).

L'agriculture génère quatre grands types d'émissions directes, associées à la fermentation entérique, à la gestion des sols agricoles, au stockage des effluents d'élevage et à la consommation d'énergie. Pour réduire ces émissions, des mesures spécifiques sont mises en œuvre, dans le cadre de la SNBC, afin d'augmenter les surfaces en légumineuses, de limiter les pertes de prairies permanentes, de développer l'agroforesterie, de déployer la méthanisation agricole, de réduire les pertes et gaspillages, de développer les circuits courts et d'adopter des régimes alimentaires plus équilibrés. Néanmoins, aucune mesure spécifique ne vise la fermentation entérique.

Entre 1990 et 2016, les émissions du secteur agricole ont été réduites de 5,8 %, du fait d'une meilleure utilisation de l'azote et d'une diminution du cheptel, notamment ruminant. Cependant, selon les auteurs, certaines tendances lourdes (baisse des surfaces en légumineuses, perte de prairies permanentes et de surfaces de stockage du carbone), ont limité cette réduction. Elles n'ont pas pu être enrayerées car les mesures mises en place ne bénéficiaient pas de budgets suffisants (projet agro-écologique, second pilier de la PAC), n'étaient pas efficaces (verdissement du premier pilier) et cohérentes avec d'autres programmes publics (Programme national nutrition santé), et ne permettaient pas de lever les verrous socio-techniques dans les filières (voir figure).

Exemple d'analyse des facteurs de mobilisation pour le développement de l'agro-écologie par grandes filières de production, aux dires des acteurs des filières

Indicateurs	Facteurs	Opportunités de levier	Enjeux techniques	Enjeux économiques
Maïs	Maïs fortement peu contractés, élevage d'abandon	Maïs peu contractés, opportunités contractuelles, garanties publiques	Maïs complétement intégré à l'élevage d'élevage agricole	Maïs très concurrentiel, forte part de consommation
Viticulture	Fortes ventes avec la réglementation stricte	Fortes ventes très réglementées, forte part de consommation (100%), part importante des ventes de viticulture ancienne	Adaptation des vignes difficiles, mais en partie liée à la viticulture ancienne	Maïs très concurrentiel, forte part de consommation, forte part de consommation
Lait	Assez forte, mais incertaine part, produits frais, etc.	Assez forte, mais incertaine part, produits frais, etc.	Stabilité technique continue, mais à long terme	Fortes contraintes de la culture, différences par entre les régions, conditions de culture
Viticulture	Maïs forte production	Maïs forte production, de nombreux acteurs en agriculture (maïs)	Maïs favorables, à long terme	Viticulture (PAC) - forte consommation
Produit légumineux	Maïs produits frais	Fortes opportunités de consommation (produits de consommation)	Maïs favorables (forte consommation, etc.)	Maïs concurrentiel
Consommation d'énergie domestique	Maïs et les filières	Maïs pas de réglementation, agro-écologie en dehors de la réglementation	Difficulté d'adapter les technologies à la consommation	Maïs concurrentiel
Aliments de bétail	Maïs filières	Fortes opportunités agro-écologiques, alternatives de consommation (aliments de bétail)	Maïs, maïs, produits de consommation	Maïs très concurrentiel, stabilité des ventes

Source : Iddri, d'après [Épices](#), [Blézat Consulting](#) et [Asca](#)

Les auteurs identifient quatre axes prioritaires pour atteindre les objectifs fixés : i) l'accroissement de la part des légumineuses dans la sole cultivée en investissant dans les filières et en jouant sur les comportements alimentaires, ii) le redéploiement des filières animales dans les zones de grandes cultures, ce qui

permettrait aussi *iii*) de maintenir les prairies permanentes dans ces régions, et *iv*) le développement contrôlé de la méthanisation, pour participer à la décarbonation des autres secteurs économiques. Les recommandations de cette étude paraissent d'autant plus pertinentes qu'un récent [rapport](#) du GIEC pointe la nécessité de limiter la hausse globale de température à 1,5 °C.

Estelle Midler, Centre d'études et de prospective

Source : [Iddri](#)